

L'économie française fait mieux que prévu au deuxième trimestre, selon la Banque de France

L'activité en France a connu un rebond significatif au deuxième trimestre, selon la Banque de France qui a revu ses estimations de croissance à la hausse. Et sur l'ensemble de l'année, les prévisions de l'institution restent plus élevées que celles du gouvernement.

Au deuxième trimestre, la croissance française devrait faire mieux que prévu. Selon la dernière note de conjoncture de la Banque de France, la progression du produit intérieur brut va s'établir à 1%, c'est le double de ce que prévoyait l'institution. La fin progressive des différentes restrictions sanitaires a permis d'accroître l'activité, qui a connu un rebond meilleur que prévu le mois dernier. « Le mois de juin est meilleur que ce qu'attendaient les entreprises », a expliqué le directeur général de la Banque de France, Olivier Garnier. Dans les faits, l'activité s'améliore dans la plupart des secteurs de l'industrie et progresse fortement dans les services marchands, relève l'enquête mensuelle de conjoncture.

Rebond de l'activité

Le rebond est très marqué dans l'hébergement et la restauration pour le mois de juin. Le premier secteur affiche un niveau d'activité qui atteint 53% de celui qu'il était avant la crise sanitaire, soit 20 points de plus qu'en mai. Dans la restauration, l'activité est de 70% de celle de 2019, contre 25% en mai. Globalement, l'activité demeure toujours un cran en-deca de ce qu'elle était avant le déclenchement de l'épidémie : -2% en juin. C'est mieux que la prévision de -3% de la Banque de France, et mieux aussi que les -4% du mois de mai.

Une estimation annuelle plus optimiste que celle du gouvernement

La Banque de France pointe toutefois les difficultés de recrutement et d'approvisionnement dans certains secteurs, comme dans l'industrie et le bâtiment. C'est dans l'automobile que ces difficultés sont les plus sensibles, 80% des entreprises seraient concernées. L'institution conserve sa prévision de croissance pour 2021, qui devrait s'établir à 5,75%. Le gouvernement reste lui toujours campé sur son estimation de 5%, alors que l'Insee et la Commission européenne prévoient une progression du PIB de 6%.